

Les réfugié-e-s ne partent pas de zéro¹

Les discours sur un prétendu « choc des cultures » prolifèrent à nouveau depuis les événements de Cologne à Nouvel An. C'est pourtant un tout autre choc qui frappe quand on s'intéresse aux réfugié-e-s et à leur intégration en Suisse : le choc entre des personnes dotées chacune d'un parcours et de compétences propres, et un système qui les traite comme des numéros, leur déniaient toute prise sur leur destin.

Une étude de la HES de Lucerne auprès des personnes réfugiées en Suisse le rappelle : à l'arrivée, elles aspirent non seulement à la sécurité après les épreuves subies, mais aussi à « l'indépendance financière et l'autodétermination »². En clair : trouver un travail, finir leur formation interrompue par la guerre ou les persécutions, exercer leur métier ou se former à celui qui les attire. Ils sont jeunes : 90% ont moins de 40 ans, un âge qui leur laisse largement le temps de réaliser ces projets. Et pourtant, malgré cette volonté unanime de réaliser un projet professionnel, les taux d'activité restent très bas, information exploitée sans vergogne par les chantres de la xénophobie. Pourquoi ce grand écart entre la volonté et la réalité ?

Les obstacles sont nombreux, à commencer par les longs mois, voire années d'attente endurées dans des conditions de vie précaires jusqu'à l'obtention d'une décision, période durant laquelle les mesures d'intégration sont malheureusement limitées. Trop souvent, un permis stable, associé à des droits corrects, est considéré comme une récompense, alors qu'il est le socle même de l'intégration, ce qui la rend possible.³ Mais ce n'est pas tout : le manque de prise en compte des individus, de leurs compétences et de leurs souhaits joue aussi un rôle fondamental.

La procédure d'abord : arrivés en Europe, au sein de l'espace Dublin, les réfugié-e-s font office de paquets renvoyables à l'expéditeur. Vous avez tous vos cousins en Belgique, parlez parfaitement français et pas un mot d'italien ? Qu'importe, vous êtes entré par l'Italie, vous n'avez qu'à démarrer une vie là-bas. Au sein de la Suisse à nouveau, pas question de leur laisser choisir leur canton de résidence. Ballottés ainsi, parfois séparés de proches qui auraient pu les aider à prendre pied dans leur nouvel environnement, les réfugié-e-s sont ensuite hébergés loin de la population suisse, de plus en plus souvent même sous terre. On est loin de la « vie normale »⁴ qui, impossible dans leur pays, a motivé leur exil.

Parmi ces nouveaux arrivés, il y a des mères de famille infirmières, des ados qui veulent être mécaniciens, et d'autres qui rêvent de faire du droit. Des médecins et des ébénistes expérimentés, et de jeunes étudiants qui ont dû délaissé leur campus en cours de formation. Une étude récente a montré que les demandeurs d'asile arrivés récemment en

¹ Cet article a été publié par le journal *Le Courrier*, le 3 mars 2016.

² HCR, « Intégration sur le marché du travail : le point de vue des réfugiés et des personnes admises à titre provisoire en Suisse », décembre 2014. http://www.unhcr.ch/fileadmin/user_upload/unhcr_ch/Service/francais/FR_Resume_Integration_sur_le_marche_du_travail.pdf

³ Voir p.ex. : <http://www.snf.ch/fr/pointrecherche/newsroom/Pages/news-150928-communique-de-presse-naturalisation-accelere-integration.aspx>

⁴ HCR, document cité.

Autriche étaient en moyenne plus qualifiés que les demandeurs d'emploi autrichiens.⁵ Pourtant, dans les discours et projets des autorités, il est toujours question d'insérer les réfugié-e-s dans les mêmes domaines : nettoyage, restauration, aide aux soins. Pousser un journaliste à nettoyer des bureaux, plutôt qu'à valider et compléter sa formation afin qu'il puisse exercer son métier en Suisse, c'est un mauvais calcul. Mauvais calcul évidemment pour la personne concernée, qui se retrouve disqualifiée et démotivée. Mauvais calcul aussi pour la société, qui se prive de compétences précieuses.

Réduire au maximum la marge d'action et la liberté des personnes en quête d'un refuge relève d'un choix politique : celui de la dissuasion. Mais cette politique a un prix. Plutôt qu'une vision à court terme, qui vise à « remplir les trous » en affectant les réfugié-e-s à des jobs dont les Suisses ne veulent pas, il est essentiel de considérer ces nouveaux arrivants comme des personnes pleines de potentiel et de compétences, dont on se doit de favoriser l'expression.⁶ Une approche individualisée, qui tient compte du parcours et des aspirations des réfugié-e-s, est la seule solution bénéfique pour tous. L'étude mandatée par le HCR ne dit pas autre chose : « Certains défis ne peuvent être relevés que si les réfugiés ou les personnes admises à titre provisoire sont reconnus comme des individus et non comme un groupe homogène pour lequel sont prévues des mesures identiques. » Nous y gagnerons tous !

Camille Grandjean-Jornod, CSP Genève

⁵ Cf. *Le Courrier* du 22.1.16

⁶ Voir la campagne de la CFM : <https://www.ekm.admin.ch/ekm/fr/home/identitaet---zusammenhalt/potenzial.html>